

Communiqué de presse

Jeudi 29 octobre 2009

Malgré la crise, le GSsA veut détruire 10'000 emplois

L'économie suisse se prononce en bloc contre les conséquences de l'initiative visant à interdire les exportations

L'initiative du GSsA pour l'interdiction des exportations priverait un pan entier de l'industrie de toute base existentielle, détruirait 10'000 places de travail et des centaines de places d'apprentissage. En outre, l'obligation pour la Confédération de soutenir financièrement les régions et personnes touchées pendant dix ans coûterait plus de 500 millions de francs aux contribuables. Et tout cela, sans que cette reconversion mise en place par l'Etat ait beaucoup de chance de succès à long terme, au contraire. Au final, seules des places de travail dans des entreprises déjà établies seraient ainsi mises en danger. A l'occasion d'une conférence de presse commune, les organisations économiques suisses ont mis en garde contre les répercussions de l'initiative et recommandé son rejet.

"L'initiative du GSsA priverait de toute base existentielle une branche entière et de nombreux fournisseurs et prestataires de services de cette branche. Conséquence, plus de 10'000 emplois sont directement menacés", a déclaré Pascal Gentinetta, directeur d'economiesuisse. Les initiants exigent un soutien pendant dix ans des personnes concernées par les suppressions d'emploi. Ceci coûterait plus de 500 millions de francs aux contribuables. La reconversion ordonnée par l'Etat aurait peu d'espoir de succès, tandis que des entreprises bien établies seraient gravement défavorisées et d'autres emplois mis en danger.

L'industrie suisse des machines, des équipements électriques et des métaux est particulièrement menacée par la crise économique. Elle compte déjà 17'000 places de travail perdues. Pour le directeur de Swissmem, Peter Dietrich, l'affaire est entendue: "Le contexte est tout sauf favorable à la destruction inutile de places de travail supplémentaires." L'initiative priverait complètement et d'un jour à l'autre l'industrie suisse de la sécurité et de l'armement de tout accès aux marchés étrangers. Cela signifierait la fin pour nombre d'entreprises, car le marché intérieur est bien trop petit. La suppression du secteur militaire affecterait également le développement et la production de biens civils, en raison des effets d'échelle.

Hans-Ulrich Bigler a souligné que l'initiative n'affecterait pas seulement des entreprises d'armement connues, mais également d'innombrables petites et moyennes sociétés. Le directeur de l'Union suisse des arts et métiers a relevé que c'est "notamment dans les cantons périphériques et alpestres que règne la menace de pertes inacceptables d'emplois hautement qualifiés et de places d'apprentissage". L'initiative doit être fermement refusée du point de vue de l'emploi et de la formation.

Pour Ulrich Schürch, Président du Groupe Romand pour le Matériel de Défense et de Sécurité, la menace de suppression d'emplois est également inacceptable: "L'initiative détruirait plus 10'000

emplois, dont 3'000 en Suisse romande." La fermeture ou la délocalisation d'entreprises à l'étranger ne péjorerait pas seulement la compétitivité de l'industrie suisse. La dépendance vis-à-vis de l'étranger augmenterait également, ce qui réduirait notre sécurité. En effet, en période de crise, les besoins d'une Suisse neutre ne seraient pas le principal souci de l'étranger. La politique actuelle, avec la législation la plus sévère d'Europe et une application restrictive, est équilibrée et tient compte des divers intérêts. Voilà pourquoi Ulrich Schürch recommande lui aussi de voter Non.

Informations supplémentaires:

Pascal Gentinetta, economiesuisse: 044 421 35 35

Peter Dietrich, Swissmem: 044 384 41 11

Hans-Ulrich Bigler, Union suisse des arts et métiers: 079 285 47 09

Ulrich Schürch, GRPM: 076 349 31 80